

## NIALÉ KABA

Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, représentant S.E.M. Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire

Monsieur le Président du Sénat de la République française ;

Sa Sainteté le Patriarche œcuménique Bartholomée 1er ;

Monsieur le Président de la World Policy Conference, cher Thierry de Montbrial ;

Excellences, Mesdames, Messieurs, les Chefs d'État et de Gouvernement,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Chers panélistes et intervenants,

Mesdames et Messieurs, Représentants des institutions financières et économiques internationales, Académiciens et Experts,

Distingués participants tous en vos rangs et titres respectifs,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord exprimer les regrets de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, qui n'a pu prendre part à cette importante rencontre, car retenu à Abidjan par les obligations de sa charge. Il m'a demandé de le représenter

C'est donc avec un grand honneur et une fierté légitime, que je prends la parole devant cette auguste assemblée en son nom.

Permettez-moi de saluer Monsieur le Président Larcher, qui a rappelé avec justesse l'attachement de la France au dialogue multilatéral, position que partage mon pays. Sa Sainteté le Patriarche Bartholomée Ier, votre présence nous rappelle, que la gouvernance des affaires humaines ne peut se passer d'une boussole morale. Et vous, cher Thierry de Montbrial, Je voudrais vous en rendre hommage d'avoir eu la clairvoyance, édition après édition, de maintenir vivant un espace où ces conversations si utiles restent possibles.

Le thème que vous avez retenu — « Entre fragmentation et interdépendance : repenser la gouvernance mondiale » — n'est pas un sujet académique. C'est le diagnostic de la gouvernance mondiale de notre époque, posé avec une précision chirurgicale.

Eminentes personnalités, Mesdames et Messieurs,

L'ordre mondial que nos aînés ont patiemment bâti au lendemain de la Seconde Guerre mondiale — cet édifice de règles, de normes partagées et d'institutions multilatérales — est aujourd'hui ébranlé dans ses fondements.

Nous assistons à une triple fracture.

**Fracture géopolitique :** La compétition entre grandes puissances est revenue au premier plan, remettant en cause des décennies de coopération multilatérale. Les logiques de blocs, que l'on croyait révolues, ressurgissent sous des formes nouvelles.

**Fracture technologique :** La révolution numérique, au lieu de constituer un bien commun universel, amplifie les inégalités et creuse un fossé inédit entre les nations.

**Fracture climatique et humanitaire :** Les dérèglements environnementaux menacent de déstabiliser des régions entières, d'accélérer les migrations forcées et d'exacerber des tensions qui alimentent déjà les conflits.

Ces fractures conduisent à des inégalités économiques, qui loin de se résorber, se creusent entre pays développés et pays en développement, érodant la légitimité des institutions censées les réduire.

Pour l'Afrique cette fragmentation n'est pas une abstraction théorique. Elle est vécue au quotidien : dans l'instabilité de régions entières, dans la volatilité des marchés financiers mondiaux, dans la difficulté à financer la transformation structurelle des économies, dans les

flux migratoires qui témoignent des profondes inégalités de développement, dans la marginalisation persistante du continent africain dans les centres de décision mondiale.

Mesdames et Messieurs,

Pourtant, aussi paradoxal que cela paraisse, jamais les chaînes de valeur, les flux financiers, les enjeux climatiques et les préoccupations sécuritaires ou encore la gouvernance des ressources naturelles partagées n'ont été autant liés. Cette imbrication nous rappelle que nous formons, au-delà de nos différences, une véritable communauté de destin, où les choix des uns engagent inévitablement l'avenir de tous.

Depuis Abidjan, nous mesurons chaque jour l'ampleur de cette interdépendance. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, subit les effets des fluctuations des marchés mondiaux, des politiques commerciales des pays importateurs, des règles de l'OMC, ou encore des accords climatiques signés à des milliers de kilomètres de nos frontières ayant des répercussions directes la vie de millions de nos compatriotes.

Face à ce constat, « Repenser la gouvernance mondiale » est devenue un impératif.

Le Président Alassane OUATTARA disait, déjà à la 5<sup>ème</sup> édition de la WPC en décembre 2012 à Cannes et je cite « il est nécessaire de renforcer la gouvernance mondiale, afin qu'elle reflète la réalité du monde et réponde aux aspirations des peuples ».

La gouvernance mondiale réformée devrait reposer, à nos yeux, sur quelques piliers indissociables.

Le premier pilier est la représentativité. La Côte d'Ivoire, en cohérence avec les positions de l'Union Africaine, renouvelle son appel à une réforme profonde et inclusive des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette réforme doit consacrer la représentation permanente du continent africain au Conseil de Sécurité.

Le deuxième pilier concerne la réforme en profondeur de l'architecture financière internationale, afin qu'elle permette de garantir aux pays en développement l'accès à des financements suffisants pour assurer la transformation structurelle des économies, et l'atteinte les Objectifs de Développement Durable.

A cet égard, les pays en développement, qui contribuent marginalement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, demandent que le financement de la transition climatique ne

pèse plus sur leurs dettes souveraines, mais que ce financement devienne un investissement pour la stabilité de la planète.

Enfin, la révolution numérique qui est un moteur de développement en Afrique, se vit chaque jour avec son lot de nouveaux défis et de nouvelles faiblesses : désinformation massive, cyberattaques contre les infrastructures critiques naissantes, et utilisation d'outils autonomes par des groupes armés non-étatiques, etc.

L'Afrique et le Sud global ne peuvent plus se contenter de consommer, de subir les conséquences de ces technologies sans pouvoir intervenir sur leur régulation.

Mesdames et Messieurs,

En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire est un hub de stabilité et de développement humain et se veut une terre de dialogue, une économie ouverte pleine d'opportunités et un partenaire fiable pour tous ceux et celles qui pensent que le destin de l'humanité doit converger plutôt que diverger.

Face aux crises régionales persistantes, aux menaces terroristes qui pressent nos frontières septentrionales, et aux flux migratoires que notre pays accueille dans le respect de ses engagements internationaux, la réponse ivoirienne n'a pas consisté à un repli nationaliste, ni à un alignement forcé sur un bloc contre un autre, mais elle a reposé sur une coopération ou une interdépendance assumée, structurée autour de projets concrets.

Le Président Alassane OUATTARA est convaincu, et nous le sommes avec lui, que la paix du XXI<sup>e</sup> siècle ne se proclamera pas seulement dans des traités. Elle se bâtira dans des actes concrets, des projets partagés, la quête des intérêts réciproques.

Ce planteur de cacao, cette mère, ce jeune diplômé : c'est à eux que nous rendrons compte. Pas dans les communiqués. Dans les résultats.

C'est sur cette note d'espoir que je vous souhaite, au nom du Président de la République, S.E. Monsieur Alassane OUATTARA, des travaux productifs, audacieux et surtout utiles pour notre humanité.

Je vous remercie pour votre aimable attention.